

COSTS

RULE 59

COSTS OF PROCEEDINGS BETWEEN PARTIES

59.01 Authority of the Court

(1) Subject to any Act and these rules, the costs of a proceeding or a step in a proceeding are in the discretion of the court and the court may determine by whom and to what extent costs shall be paid.

(2) Nothing in this rule shall be construed so as to interfere with the authority of the court

(a) to fix the costs of a proceeding, or a step in a proceeding, with or without reference to a tariff, instead of requiring assessment of the costs,

(b) to allow or refuse costs in respect of a particular issue or part of a proceeding,

(c) to order costs to be assessed on a solicitor and client basis, or

(d) where parties are entitled to costs from each other, to order set-off of the costs.

87-111

59.02 Costs of a Proceeding

In fixing costs, the court may consider

(a) the amount claimed and the amount recovered,

(b) the apportionment of liability,

(c) the complexity of the proceeding,

(d) the importance of the issues,

(e) the conduct of any party which tended to shorten or unnecessarily lengthen the duration of the proceeding,

(f) the manner in which the proceeding was conducted,

(g) any step in the proceeding which was improper, vexatious, prolix or unnecessary,

DÉPENS

RÈGLE 59

DÉPENS ENTRE PARTIES

59.01 Attributions de la cour

(1) Sous réserve de toute loi et des présentes règles, les dépens afférents à une instance ou à une étape de l'instance sont à la discrétion de la cour qui peut déterminer par qui et dans quelle mesure ils seront payés.

(2) Rien dans la présente règle ne saurait s'interpréter comme portant atteinte au pouvoir de la cour

a) de fixer les dépens afférents à une instance ou à une étape de l'instance en ayant recours ou non à un tarif, plutôt que d'exiger leur calcul,

b) d'accorder ou de refuser d'accorder les dépens afférents à une question donnée ou à une partie de l'instance,

c) d'ordonner le calcul des dépens suivant le tarif des frais entre avocat et client, ou

d) d'ordonner la compensation des dépens lorsque les parties peuvent les récupérer l'une de l'autre.

87-111

59.02 Dépens afférents à une instance

Pour la fixation des dépens, la cour peut prendre en considération

a) le montant de la poursuite et celui qui a été recouvré,

b) le partage de la responsabilité,

c) le degré de complexité de l'instance,

d) l'importance des questions en litige,

e) toute conduite d'une partie qui tendait à abrégier ou à prolonger inutilement la durée de l'instance,

f) la façon dont l'instance a été conduite,

g) tout acte injustifié, vexatoire, prolix ou inutile accompli au cours de l'instance,

(h) any step in the proceeding which was taken through over-caution, negligence or mistake,

(i) the neglect or refusal of any party to make an admission which should have been made,

(j) whether or not two or more defendants or respondents should be allowed more than one set of costs, where they have defended the proceeding by different solicitors, or where, although they defended by the same solicitor, they separated unnecessarily in their defence,

(k) whether two or more plaintiffs, represented by the same solicitor, initiate separate actions unnecessarily, and

(l) any other matter relevant to the question of costs.

59.03 Costs on a Contested Motion

(1) Where, on the hearing of a contested motion, the court is satisfied that the motion ought not to have been brought or opposed, the court shall fix the costs of the motion and may order them to be paid forthwith.

(2) Subject to paragraph (1), the judge hearing a motion shall fix the costs thereof.

(3) Costs fixed under paragraph (2) shall be added to or deducted from costs fixed or assessed under Rule 59.08.

59.04 Costs on Settlement

Where a proceeding is settled on the basis that a party shall pay or recover costs, and the amount of such costs is not determined by the settlement, the costs may, upon the filing of a copy of the minutes of settlement, be assessed in accordance with Tariff 'C'.

59.05 Where Action Dismissed for Want of Jurisdiction

Where a proceeding is dismissed for want of jurisdiction, the court shall nevertheless have jurisdiction over the costs of that proceeding.

59.06 Costs of Litigation Guardian

(1) The court may order a successful party to pay the costs of a litigation guardian of a party under disability who is a defendant or respondent but only to the ex-

h) tout acte accompli par excès de prudence, par négligence ou par erreur au cours de l'instance,

i) le défaut ou le refus d'une partie de faire un aveu qui aurait dû être fait,

j) la question de savoir si plusieurs défendeurs ou plusieurs intimés ont droit ou non, individuellement, à leurs dépens, lorsqu'ils se sont fait représenter par différents avocats ou qui, bien que s'étant fait représenter par le même avocat, ont inutilement séparé leur défense,

k) le fait que plusieurs demandeurs représentés par le même avocat entament inutilement des actions distinctes et

l) tout autre facteur pertinent à la question des dépens.

59.03 Dépens afférents à une motion contestée

(1) Si, lors de l'audition d'une motion contestée, la cour conclut que la motion n'aurait pas dû être présentée ou contestée, elle doit fixer les dépens afférents à la motion et ordonner leur paiement immédiat.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), le juge qui entend une motion doit fixer les dépens y afférents.

(3) Les dépens fixés en application du paragraphe (2) doivent être ajoutés à ceux qui ont été fixés ou calculés en application de la règle 59.08 ou en être déduits.

59.04 Dépens en cas de règlement amiable

Lorsqu'un règlement amiable dispose qu'une partie sera condamnée ou aura droit aux dépens, mais n'en précise pas le montant, les dépens peuvent, sur dépôt d'une copie du compte rendu du règlement, être calculés conformément au tarif « C ».

59.05 Annulation d'une action pour défaut de compétence

En cas d'annulation de l'instance pour défaut de compétence, la cour est néanmoins compétente pour décider des dépens y afférents.

59.06 Frais du tuteur d'instance

(1) La cour peut ordonner à une partie gagnante de rembourser les frais du tuteur d'instance d'un défendeur ou d'un intimé frappé d'incapacité, mais seulement dans

tent that the successful party is able to recover them from the party liable for his costs.

(2) Unless ordered otherwise, where a litigation guardian is ordered to pay costs, he is entitled to recover the costs paid by him from the person under disability for whom he has acted.

59.07 Costs of Abandoned Motion, Application or Appeal

(1) Where a party serves a Notice of Motion and fails to proceed thereon, he shall be deemed to have abandoned the motion and, unless ordered otherwise, the party upon whom the notice has been served is entitled to his costs on the motion.

(2) A party who serves a Notice of Motion may countermand it by notice served on the opposite party, who is then entitled to his costs on the motion.

(3) The costs of an abandoned motion may be assessed under Rule 59.11, upon production of the Notice of Motion together with an affidavit that the party who served the Notice of Motion failed to proceed thereon, or upon the production of the notice of countermand, and, if the costs are not paid within 7 days after assessment, the party entitled may enforce the certificate of assessment in the same manner as a judgment.

(4) This Rule applies, with any necessary modification, to a Notice of Application and to a Notice of Appeal.

2019-33

59.08 Fixing and Assessing Costs

(1) Subject to Rules 59.01 and 59.02, on rendering a decision or making an order

- (a) after trial of an action,
- (b) on motion for judgment,
- (c) disposing of a proceeding commenced by notice of application, or
- (d) after hearing an appeal,

the court rendering the decision or making the order shall fix the costs relating to fees for solicitors' services

la mesure où la partie gagnante est capable de se les faire rembourser par la partie condamnée à payer ses dépens.

(2) Sauf ordonnance contraire, le tuteur d'instance qui est condamné aux dépens a le droit au remboursement de ses frais de la personne frappée d'incapacité au nom de laquelle il agissait.

59.07 Dépens afférents à une motion, à une requête ou à un appel abandonnés

(1) La partie qui, après avoir signifié un avis de motion, n'y donne pas suite, est réputée avoir abandonné la motion et, sauf ordonnance contraire, la partie qui a reçu signification de l'avis a droit au remboursement des frais qu'elle a dû supporter aux fins de la motion.

(2) La partie qui signifie un avis de motion peut la contremander par avis signifié à la partie adverse. Celle-ci a alors droit au remboursement des frais qu'elle a dû supporter aux fins de la motion.

(3) Les dépens afférents à une motion abandonnée peuvent être calculés en application de la règle 59.11 sur production de l'avis de motion accompagné d'un affidavit attestant que la partie qui a effectué la signification de l'avis n'y a pas donné suite ou sur production de l'avis contre mandant la motion. À défaut du paiement des dépens dans les 7 jours de leur calcul, la partie qui y a droit peut exécuter le certificat de calcul de la même manière qu'un jugement.

(4) La présente règle s'applique, avec les modifications qui s'imposent, à un avis de requête et à un avis d'appel.

2019-33

59.08 Fixation et calcul des dépens

(1) Sous réserve des règles 59.01 et 59.02, lorsque la cour rend une décision ou une ordonnance

- a) après un procès,
- b) sur une motion pour jugement,
- c) ayant pour effet de conclure une instance introduite par avis de requête ou
- d) après audition d'un appel,

elle doit fixer les dépens afférents aux honoraires des avocats suivant le tarif « A » et indiquer qui devra les supporter et à qui ils devront être payés.

in accordance with Tariff 'A' and direct by whom and to whom they are to be paid.

(2) On signing default judgment under Rule 21.04, costs relating to fees for solicitors' services shall be fixed in accordance with Tariff 'B'.

(3) On the assessment of costs to be paid out of a fund or estate, the assessing officer may direct what parties are to attend on the assessment and he may disallow the costs of attendance of any party whose attendance he considers unnecessary because the interest of such party in the fund or estate is small or remote or sufficiently protected by other interested parties.

(4) Unless ordered otherwise, where several actions are brought on one bond, recognizance, promissory note, bill of exchange or other instrument, costs shall be recovered in one action only, at the election of the plaintiff, and, in the other actions, only the actual disbursements shall be recovered.

(5) Where one of the persons constituting a class represented by one solicitor insists on being represented by a different solicitor, he shall pay the costs of his own solicitor and all further costs thereby caused to any of the other parties.

(6) Where parties are entitled to receive costs from each other, the costs may be adjusted by setoff.

(7) Where a proceeding is discontinued or settled before judgment or where Rule 26.05(10), 49.09(2) or 62.15.1(9) applies, the party and party costs relating to fees for solicitors' services shall be assessed in accordance with Tariff "C".

(8) Unless ordered otherwise, a party who is entitled to his costs or a proportion of his costs is entitled on the same basis to his disbursements assessed in accordance with Tariff 'D'.

(8.1) Unless ordered otherwise, a party who is entitled to costs fixed or assessed in accordance with Tariff 'A', 'B' or 'C' is entitled to an amount equal to the tax payable under Division II of the Excise Tax Act (Canada) on the amount assessed in accordance with Tariff 'A', 'B' or 'C' where it is established by affidavit to the satisfaction of the assessing officer that

(2) Dans le cas de la signature d'un jugement par défaut en application de la règle 21.04, les dépens afférents aux honoraires des avocats sont fixés suivant le tarif « B ».

(3) Le fonctionnaire chargé du calcul peut indiquer quelles parties devront assister au calcul des dépens lorsque le paiement se fera à même un fonds ou une succession. Il peut refuser d'inclure dans les dépens les frais de présence d'une partie dont il considère la présence inutile en raison du fait que son intérêt à l'égard du fonds ou de la succession est minime ou éloigné ou suffisamment protégé par le truchement d'autres parties intéressées.

(4) En cas de pluralité d'actions portant sur un même cautionnement, un même engagement, un même billet à ordre, une même lettre de change ou un autre instrument, les dépens, sauf ordonnance contraire, sont récupérables dans une seule des actions, au choix du demandeur, et dans les autres actions seuls les débours réels sont remboursables.

(5) Celui qui fait partie d'une catégorie représentée par un seul avocat et qui tient à être représenté par un autre avocat doit payer les frais de son avocat et tous autres frais encourus de ce fait par les autres parties.

(6) Les dépens peuvent être compensés lorsque les parties ont le droit de les récupérer l'une de l'autre.

(7) Lorsque il y a désistement ou règlement amiable avant le jugement ou qu'il survient un cas prévu par la règle 26.05(10), 49.09(2) ou 62.15.1(9), les dépens selon le tarif des frais entre parties relatif aux honoraires des avocats sont calculés suivant le tarif « C ».

(8) Sauf ordonnance contraire, la partie qui a droit à ses dépens ou à une partie de ceux-ci a également droit, au même titre, aux débours calculés suivant le tarif « D ».

(8.1) Sauf ordonnance contraire, une partie qui a droit aux dépens fixés ou calculés suivant le tarif « A », « B » ou « C » a droit à un montant égal à la taxe payable en vertu de la Section II de la Loi sur la taxe d'accise (Canada) sur le montant calculé suivant le tarif « A », « B » ou « C » lorsqu'il est établi par affidavit d'une manière jugée satisfaisante par le fonctionnaire chargé du calcul que

(a) the services for which the costs are fixed or assessed are a taxable supply as defined in subsection 123(1) of the *Excise Tax Act* (Canada),

(b) the party or person liable to pay all or a portion of the cost of litigation on the party's behalf is not entitled to claim an input tax credit under the *Excise Tax Act* (Canada) in respect of the services for which the costs are fixed or assessed, and

(c) the party or person liable to pay all or a portion of the cost of litigation on the party's behalf is liable to pay the tax under Division II of the *Excise Tax Act* (Canada).

85-5; 93-12; 94-66; 2006-46

59.09 Amount Involved

(1) In the tariffs, the 'amount involved' shall be

(a) where the main issue is a monetary claim which is allowed in whole or in part, an amount determined having regard to

- (i) the amount allowed,
- (ii) the complexity of the proceeding, and
- (iii) the importance of the issues.

(b) where the main issue is a monetary claim which is dismissed, an amount determined having regard to

- (i) the amount of damages provisionally assessed by the court, if any,
- (ii) the amount claimed, if any,
- (iii) the complexity of the proceeding, and
- (iv) the importance of the issues.

(c) where there is a substantial non-monetary issue involved and whether or not the proceeding is contested, an amount determined having regard to

- (i) the complexity of the proceeding, and
- (ii) the importance of the issues, or

a) les services au titre desquels les dépens sont fixés ou calculés sont une fourniture taxable selon la définition du paragraphe 123(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada),

b) la partie ou la personne qui doit payer la totalité ou une partie des dépens de l'instance au nom de la partie, n'a pas le droit de demander le crédit de taxe sur les intrants prévu par la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) relativement aux services au titre desquels les dépens sont fixés ou calculés, et

c) la partie ou la personne qui doit payer la totalité ou une partie des dépens d'une instance au nom de la partie, doit payer la taxe en vertu de la Section II de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).

85-5; 93-12; 94-66; 2006-46

59.09 Montant clé

(1) Aux fins des tarifs, le « montant clé » correspond à l'un des montants suivants :

a) si le litige porte essentiellement sur une demande pécuniaire accueillie en tout ou en partie, à un montant fixé en tenant compte

- (i) du montant accordé,
- (ii) du degré de complexité de l'instance et
- (iii) de l'importance des questions en litige;

b) si le litige porte essentiellement sur une demande pécuniaire qui est refusée, à un montant fixé en tenant compte

- (i) du montant des dommages-intérêts, s'il y a lieu, calculés provisoirement par la cour,
- (ii) du montant de la poursuite, s'il y a lieu,
- (iii) du degré de complexité de l'instance et
- (iv) de l'importance des questions en litige;

c) si le litige soulève une importante question non pécuniaire, que l'instance soit contestée ou non, à un montant fixé en tenant compte

- (i) du degré de complexité de l'instance et
- (ii) de l'importance des questions en litige ou

- (d) an amount agreed upon by the parties.
- (2) The ‘amount involved’ shall be determined
 - (a) where the proceeding is concluded by a decision or order, by the court,
 - (b) where the proceeding is settled or discontinued
 - (i) by agreement of the parties, or
 - (ii) when the parties do not agree, by the assessing officer.

59.10 Assessing Officer

- (1) Where it is necessary to have costs assessed on a party and party basis, the assessing officer shall be
 - (a) in the Court of Appeal, the Registrar, and
 - (b) in the Court of King’s Bench, the clerk of the judicial district in which the proceeding has been conducted.
- (2) Where it is necessary to have costs assessed on a solicitor and client basis, the assessing officer shall be
 - (a) in the Court of Appeal, the Registrar, and
 - (b) in the Court of King’s Bench
 - (i) the Registrar, or
 - (ii) when authorized by the Registrar, the clerk of the judicial district in which the proceeding has been conducted.

2022-86

59.11 Procedure on Assessment of Costs

- (1) A party entitled to an assessment of costs may file a bill of costs with the assessing officer, obtain from him a Notice of Appointment to Assess Costs (Form 59A), and serve the Notice and a copy of the bill of costs on every party interested in the assessment at least 7 days before the date fixed for assessment.
- (2) Where a party is entitled to costs and refuses or neglects to proceed to assessment within a reasonable

- d) au montant convenu entre les parties.
- (2) Le « montant clé » est fixé
 - a) par la cour, lorsqu’une décision ou ordonnance met fin à l’instance,
 - b) lorsqu’intervient un règlement amiable ou qu’il y a désistement,
 - (i) du commun accord des parties ou
 - (ii) à défaut, par le fonctionnaire chargé du calcul.

59.10 Fonctionnaire chargé du calcul

- (1) Lorsque les dépens doivent être calculés sur la base des frais entre parties, le fonctionnaire chargé du calcul sera
 - a) pour la Cour d’appel, le registraire et
 - b) pour la Cour du Banc du Roi, le greffier de la circonscription judiciaire où l’instance a eu lieu.
- (2) Lorsque les dépens doivent être calculés sur la base des frais entre avocat et client, le fonctionnaire chargé du calcul sera
 - a) pour la Cour d’appel, le registraire et
 - b) pour la Cour du Banc du Roi,
 - (i) le registraire ou
 - (ii) s’il a reçu l’autorisation du registraire, le greffier de la circonscription judiciaire où l’instance a eu lieu.

2022-86

59.11 Procédure à suivre pour le calcul des dépens

- (1) La partie qui a le droit de faire calculer les dépens peut déposer un état des frais auprès du fonctionnaire chargé du calcul, obtenir de lui un avis de séance de calcul des dépens (formule 59A) et signifier l’avis et copie de l’état des frais à chaque partie intéressée par le calcul 7 jours au moins avant la date fixée pour le calcul.
- (2) Lorsqu’une partie qui a droit aux dépens refuse ou néglige de les faire calculer dans un délai raisonnable,

time, any party liable to pay such costs may obtain from the assessing officer a Notice to Deliver a Bill of Costs for Assessment (Form 59B) and serve a copy on every interested party at least 21 days before the date fixed for the assessment.

(3) Upon being served with a Notice to Deliver a Bill of Costs for Assessment, the person required to deliver his bill of costs shall file it with the assessing officer and serve a copy on every interested party at least 7 days before the date fixed for the assessment.

(4) Repealed: 2018-77

(5) Where under paragraph (2) a party fails to deliver a bill of costs for assessment at the appointed time, to the prejudice of another, the assessing officer may allow the defaulting party a nominal or other sum of costs so as to prevent the other party being prejudiced by such default.

(6) On an assessment of costs, the assessing officer shall certify (Form 59C), as of the date of the assessment of costs, the amount of the costs assessed by him and, subject to appeal, his Certificate is final with respect to all parties who have received notice of the assessment.

(7) Unless ordered otherwise, disbursements, other than fees paid to officers of the court, shall not be allowed unless the payment thereof or the liability therefor is established by affidavit.

(8) An appeal from an assessment of costs may be taken

(a) on motion to the court within 15 days from the date of the assessment of costs, or

(b) if the assessment relates to a matter in the Court of Appeal, on motion to a judge of the Court of Appeal in accordance with Rule 62.30.

99-71; 2004-127; 2018-77

59.12 Costs

(1) A sheriff claiming any fees, expenses or remuneration that have not been assessed shall, upon being required by a party and on payment of the prescribed fee, furnish such party with a copy of his bill of costs and

toute partie condamnée à les payer peut obtenir du fonctionnaire chargé du calcul un avis prescrivant la remise d'un état des frais pour calcul des dépens (formule 59B) et en signifier copie à chaque partie intéressée au moins 21 jours avant la date fixée pour le calcul.

(3) Après avoir reçu signification d'un avis prescrivant la remise d'un état des frais pour calcul des dépens, celui de qui on exige la remise d'un état des frais doit le déposer auprès du fonctionnaire chargé du calcul et en signifier copie à chaque partie intéressée au moins 7 jours avant la date fixée pour le calcul.

(4) Abrogé : 2018-77

(5) Lorsqu'une partie requise, aux termes du paragraphe (2), de remettre un état des frais pour calcul des dépens omet de le faire dans le délai prévu et ce, au préjudice d'une autre partie, le fonctionnaire chargé du calcul peut accorder à la partie en défaut une somme nominale ou autre pour couvrir les dépens, de façon à empêcher qu'une telle inaction ne cause de préjudice à l'autre partie.

(6) Lors du calcul des dépens, le fonctionnaire chargé du calcul doit certifier (formule 59C), à la date du calcul des dépens, le montant des dépens qu'il a calculés et, sauf appel, son certificat est définitif à l'égard de toutes les parties qui ont été notifiées au préalable.

(7) Sauf ordonnance contraire, les débours autres que les droits payés aux fonctionnaires de la cour ne sont pas remboursables, à moins que leur paiement ou que leur exigibilité ne soient établis par affidavit.

(8) Appel du calcul des dépens peut être formé, selon le cas :

a) par voie de motion à la cour dans les 15 jours du calcul;

b) s'il s'agit d'un calcul relatif à une question devant la Cour d'appel, par voie de motion à un juge de la Cour d'appel conformément à la règle 62.30.

99-71; 2004-127; 2018-77

59.12 Frais du shérif

(1) Le shérif qui réclame des droits, des dépenses ou une rémunération qui n'ont pas été calculés doit, sur demande d'une partie et contre paiement du droit prescrit, lui remettre copie de son état des frais et faire calculer

have the same assessed by the assessing officer in his judicial district.

(2) Without assessment, a sheriff shall not collect any fees, costs or expenses after he has been required to have the same assessed.

(3) Either the sheriff or the party requiring assessment may obtain an appointment for the assessment and the procedure thereon shall be the same as in the case of an assessment between party and party.

59.13 Liability of Solicitor for Costs

(1) Where a solicitor for a party has acted in disregard of the interests of justice and, without reasonable cause, has caused costs to be wasted or incurred improperly by delay, negligence or other default, the court may order

- (a) that costs between the solicitor and his client be disallowed,
- (b) that the solicitor reimburse his client in whole or in part for costs which the client has been ordered to pay to another party, and
- (c) that the solicitor personally pay the costs of any party.

(2) An order under paragraph (1) may be made by the court on its own motion or on the motion of any party to the proceeding, but such an order shall not be made unless the solicitor is given a reasonable opportunity to make representations to the court.

(3) In an order against a solicitor under this subrule, the court may direct the manner in which notice is to be given to his client.

59.14 Interpretation

In this Rule, “court” means The Court of King’s Bench of New Brunswick or The Court of Appeal of New Brunswick, as the context requires.

85-5; 2022-86

ler ce dernier par le fonctionnaire chargé du calcul dans sa circonscription judiciaire.

(2) Après qu’il a été requis de faire calculer ses droits, ses frais et ses dépenses, le shérif ne doit pas chercher à se les faire payer tant qu’ils n’ont pas été calculés.

(3) Le shérif ou la partie exigeant le calcul peuvent obtenir la tenue d’une séance à cet effet. La procédure à suivre est la même que pour le calcul entre parties.

59.13 Responsabilité de l’avocat à l’égard des dépens

(1) Lorsque l’avocat d’une partie a agi sans égard aux intérêts de la justice et qu’il a, sans motif valable, occasionné des frais inutiles en raison de retards injustifiés, de négligence ou de toute autre omission, la cour peut ordonner

- a) que l’avocat n’ait pas droit de réclamer ses frais de son client,
- b) que l’avocat rembourse en tout ou en partie à son client les dépens que celui-ci a été condamné à payer à une autre partie et
- c) que l’avocat supporte personnellement les frais d’une partie.

(2) La cour peut rendre l’ordonnance visée au paragraphe (1) d’office ou sur une motion présentée par une partie à l’instance. Une telle ordonnance ne peut cependant être rendue que si l’avocat a eu l’occasion de faire ses observations à la cour.

(3) Dans une ordonnance condamnant un avocat en application du présent article, la cour peut prescrire la façon dont elle devra être portée à la connaissance de son client.

59.14 Définition

Dans la présente règle, « cour » s’entend de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick ou de la Cour d’appel du Nouveau-Brunswick, selon ce que le contexte demande.

85-5; 2022-86

TARIFF “A” / TARIF « A »

**TARIFF OF FEES FOR SOLICITOR’S SERVICES
ALLOWABLE TO A PARTY ENTITLED TO COSTS
ON A DECISION OR ORDER IN A PROCEEDING/
TARIF DES HONORAIRES D’AVOCAT REMBOURSABLES
À LA PARTIE QUI A DROIT AUX DÉPENS SUR UNE
DÉCISION OU SUR UNE ORDONNANCE RENDUE DANS UNE INSTANCE**

Amount Involved Montant clé	Scale 1 Échelle 1 (3/5)	Scale 2 Échelle 2 (4/5)	Scale 3 Échelle 3 (de base) (basic)	Scale 4 Échelle 4 (6/5)	Scale 5 Échelle 5 (7/5)
\$ 1,000	\$ 150	\$ 200	\$ 250	\$ 300	\$ 350
2,000	300	400	500	600	700
3,000	450	600	750	900	1,050
4,000	600	800	1,000	1,200	1,400
5,000	750	1,000	1,250	1,500	1,750
6,000	810	1,080	1,350	1,620	1,890
7,000	870	1,160	1,450	1,740	2,030
8,000	930	1,240	1,550	1,860	2,170
9,000	990	1,320	1,650	1,980	2,310
10,000	1,050	1,400	1,750	2,100	2,450
15,000	1,350	1,800	2,250	2,700	3,150
20,000	1,575	2,100	2,625	3,150	3,675
25,000	1,800	2,400	3,000	3,600	4,200
30,000	2,025	2,700	3,375	4,050	4,725
35,000	2,250	3,000	3,750	4,500	5,250
40,000	2,475	3,300	4,125	4,950	5,775
45,000	2,700	3,600	4,500	5,400	6,300
50,000	2,925	3,900	4,875	5,850	6,825
60,000	3,225	4,300	5,375	6,450	7,525
70,000	3,525	4,700	5,875	7,050	8,225
80,000	3,825	5,100	6,375	7,650	8,925
90,000	4,125	5,500	6,875	8,250	9,625
100,000	4,425	5,900	7,375	8,850	10,325
	Up to jusqu’à 1%	Up to jusqu’à 2%	Up to jusqu’à 3%	Up to jusqu’à 4%	Up to jusqu’à 5%

Over \$100,000, add a percentage of the amount over, as shown in each column

Au-dessus de 100 000 \$, ajouter un pourcentage à l’excédent suivant les colonnes

Note:

(1) On an appeal, the fees allowed shall be 40% of the sum determined under the scale above.

Rem. :

(1) En appel, les honoraires remboursables correspondent à 40 % du montant déterminé suivant l’échelle ci-dessus.

TARIFF “B”

TARIFF OF FEES FOR SOLICITOR’S SERVICES ALLOWABLE TO A PARTY ENTITLED TO COSTS ON THE SIGNING OF DEFAULT JUDGMENT UNDER RULE 21.04

Where the amount involved

	<u>Fees</u>	
does not exceed \$5,000	\$ 200.00	
exceeds \$5,000 but not \$15,000	240.00	
exceeds \$15,000 but not \$25,000	300.00	
exceeds \$25,000 but not \$50,000	375.00	
exceeds \$50,000 but not \$75,000	450.00	
exceeds \$75,000 but not \$100,000	600.00	
exceeds \$100,000	600.00	plus
	\$1.00 for each increase of \$1000.00 in amount involved	

TARIFF “C”

TARIFF OF FEES FOR SOLICITOR’S SERVICES ALLOWABLE TO A PARTY ENTITLED TO COSTS IN A PROCEEDING WHICH IS DISCONTINUED OR SETTLED BEFORE JUDGMENT OR WHERE RULE 26.05(10), 49.09(2) OR 62.15.1(9) APPLIES

87-111; 94-66; 2006-46

- | | |
|---|---------|
| 1. Pleadings
(Includes preparation for, commencement of, and defence to, an action) | \$75.00 |
| 2. Discovery of Documents
(Includes affidavits of documents, requests to inspect, production for inspection) | 40.00 |
| 3. Drawing and Settling issues on stated case | 50.00 |
| 4. Counterclaim against an added party, a Cross-Claim, a Third Party Claim | 25.00 |
| 5. On setting down for trial | 20.00 |

TARIF « B »

TARIF DES HONORAIRES D’AVOCAT REMBOURSABLES À LA PARTIE QUI A DROIT AUX DÉPENS SUR SIGNATURE D’UN JUGEMENT PAR DÉFAUT EN APPLICATION DE LA RÈGLE 21.04

Lorsque le montant clé

	<u>Honoraires</u>	
n’excède pas 5 000 \$	200,00 \$	
excède 5 000 \$ sans dépasser 15 000 \$	240,00	
excède 15 000 \$ sans dépasser 25 000 \$	300,00	
excède 25 000 \$ sans dépasser 50 000 \$	375,00	
excède 50 000 \$ sans dépasser 75 000 \$	450,00	
excède 75 000 \$ sans dépasser 100 000 \$	600,00	
excède 100 000 \$	600,00	et plus
	1,00 \$ par tranche additionnelle de 1000,00 \$	

TARIF « C »

TARIF DES HONORAIRES D’AVOCAT REMBOURSABLES À LA PARTIE QUI A DROIT AUX DÉPENS DANS UNE INSTANCE OÙ IL Y A EU DÉSISTEMENT OU UN RÈGLEMENT AMIABLE AVANT LE JUGEMENT OU QU’IL SURVIENT UN CAS PRÉVU PAR LA RÈGLE 26.05(10), 49.09(2) OU 62.15.1(9)

87-111; 94-66; 2006-46

- | | |
|--|----------|
| 1. Plaidoiries
(Y compris la préparation, l’introduction et la contestation d’une action) | 75,00 \$ |
| 2. Enquête préalable
(Y compris les affidavits des documents, les réquisitions d’examen et la production pour examen) | 40,00 |
| 3. Rédaction et mise au point des questions en litige dans un exposé de cause | 50,00 |
| 4. Demandes reconventionnelles contre une partie additionnelle, demandes entre défendeurs, mises en cause | 25,00 |
| 5. Mise au rôle | 20,00 |

Rule / Règle 59

6. Motions (Including preparation, counsel fee and the settling, signing and entering of the order)	50.00	6. Motions (Y compris la préparation et les frais de consultation juridique ainsi que l'établissement, la signature et l'inscription de l'ordonnance)	50,00
7. Applications (Including all preliminary proceedings)	150.00	7. Requêtes (Y compris toutes les procédures préliminaires)	150,00
8. Oral examinations (Each examination for discovery, examination or cross-examination of a party or witness other than at trial, including preliminary proceedings, preparation and counsel fee)	75.00	8. Interrogatoires oraux (Chaque interrogatoire préalable, chaque interrogatoire ou contre-interrogatoire d'une partie ou d'un témoin hors procès, y compris les procédures préliminaires, la préparation et les frais de consultation juridique)	75,00
9. Pre-Trial Conference	50.00	9. Conférence préalable au procès	50,00
10. For all Notices, Requests, Offers, Acceptances	25.00	10. Les avis, les demandes, les offres et les acceptations	25,00
11. Preparation for Trial (Including correspondence, summoning witnesses, pre-trial brief)	250.00	11. Préparation au procès (Y compris la correspondance, l'assignation de témoins, le mémoire préparatoire)	250,00
12. Trial (Including counsel fee, written argument, attendance to hear judgment)	250.00	12. Procès (Y compris les frais de consultation juridique, le débat écrit, les frais pour assister à la remise du jugement)	250,00
13. Judgment or Order (Settling, signing and entering judgment or order where not included in any other item in this tariff) To the party having carriage	25.00	13. Jugement ou ordonnance (L'établissement, la signature et l'inscription du jugement ou de l'ordonnance si ces éléments ne figurent dans aucun autre poste de ce tarif) Pour la partie chargée de la conduite Pour les autres parties	25,00
14. Appeals (Including preparation and settling, signing and entering order)	150.00	14. Appels (Y compris la préparation ainsi que l'établissement, la signature et l'inscription de l'ordonnance)	150,00
15. On a Reference or an Accounting (Including preliminary proceedings)	225.00	15. Renvoi ou reddition de comptes (Y compris les procédures préliminaires)	225,00

Rule / Règle 59

<p>16. Obtaining Order to Continue and service thereof where required by the death or transmission of interest of a party</p>	<p>50.00</p>	<p>16. Obtention et signification d'une ordonnance de continuation rendue nécessaire par le décès ou la transmission de l'intérêt d'une partie</p>	<p>50,00</p>
<p>17. Assessment of Costs (The assessing officer, in his discretion, may allow or refuse costs on assessment to any party)</p>	<p>25.00</p>	<p>17. Calcul des dépens (Le fonctionnaire chargé du calcul peut accorder ou refuser des dépens à une partie de façon discrétionnaire)</p>	<p>25,00</p>

<p>Notes:</p> <p>(1) Where the services covered by an item in the tariff were not completed, the fees may be apportioned by the assessing officer.</p> <p>(2) An item of a counterclaim may be assessed as in a separate action and an item common to claim and counterclaim may be apportioned.</p> <p>(3) Where the amount involved does not exceed \$5,000.00 and any of the criteria set out in Note (4) are applicable, then the assessing officer may increase the fees allowed up to but not to exceed 25% of the amount involved.</p> <p>(4) Where, in a proceeding</p> <p style="padding-left: 20px;">(a) the issues are complex,</p> <p style="padding-left: 20px;">(b) the issues are unusually important,</p> <p style="padding-left: 20px;">(c) unusual difficulties are involved in its conduct, or</p> <p style="padding-left: 20px;">(d) the amount involved exceeds \$5,000.00,</p> <p>the assessing officer may increase the fees allowed up to but not exceeding the following scale:</p>	<p>Remarques :</p> <p>(1) Lorsque les services prévus à l'un des postes du tarif n'ont pas été exécutés en entier, le fonctionnaire chargé du calcul peut réduire proportionnellement les honoraires y afférents.</p> <p>(2) Les dépens afférents à une demande reconventionnelle peuvent être calculés comme s'il s'agissait d'une action distincte et les dépens communs à la demande principale et à la demande reconventionnelle peuvent être répartis proportionnellement.</p> <p>(3) Lorsque le montant clé ne dépasse pas 5 000,00 \$ et que tous les critères énoncés à la remarque (4) sont applicables, les honoraires accordés par le fonctionnaire chargé du calcul ne peuvent pas dépasser 25% du montant clé.</p> <p>(4) Lorsque, dans une instance,</p> <p style="padding-left: 20px;">a) les questions en litige sont complexes</p> <p style="padding-left: 20px;">b) les questions en litige revêtent une importance exceptionnelle,</p> <p style="padding-left: 20px;">c) des difficultés insolites ont allourdi la procédure ou</p> <p style="padding-left: 20px;">d) le montant clé dépasse 5 000,00 \$,</p> <p>le fonctionnaire chargé du calcul peut augmenter les honoraires jusqu'à concurrence de l'échelle suivante mais sans la dépasser :</p>
--	---

Rule / Règle 59

Amount Involved to Nearest Whole Amount	Discontinued or Settled Before Judgment or Where Rule 26.05(10) or 62.15.1(9) Applies	Where Rule 49.09(2) Applies	Montant clé	Désistement ou règlement amiable avant le jugement ou lorsque la règle 26.05(10) ou 62.15.1(9) s'applique	Lorsque la règle 49.02(2) s'applique
\$ 6,000	\$1,300	\$1,350	6 000 \$	1 300 \$	1 350 \$
7,000	1,350	1,450	7 000	1 350	1 450
8,000	1,400	1,550	8 000	1 400	1 550
9,000	1,450	1,650	9 000	1 450	1 650
10,000	1,500	1,750	10 000	1 500	1 750
11,000	1,550	1,850	11 000	1 550	1 850
12,000	1,600	1,950	12 000	1 600	1 950
13,000	1,650	2,050	13 000	1 650	2 050
14,000	1,700	2,150	14 000	1 700	2 150
15,000	1,750	2,250	15 000	1 750	2 250
20,000	1,850	2,625	20 000	1 850	2 625
25,000	1,950	3,000	25 000	1 950	3 000
30,000	2,050	3,375	30 000	2 050	3 375
35,000	2,150	3,750	35 000	2 150	3 750
40,000	2,250	4,125	40 000	2 250	4 125
45,000	2,350	4,500	45 000	2 350	4 500
50,000	2,450	4,875	50 000	2 450	4 875
60,000	2,550	5,375	60 000	2 550	5 375
70,000	2,650	5,875	70 000	2 650	5 875
80,000	2,750	6,375	80 000	2 750	6 375
90,000	2,850	6,875	90 000	2 850	6 875
100,000	2,950	7,375	100 000	2 950	7 375

When the proceeding is discontinued or settled before judgment or Rule 26.05(10) or 62.15.1(9) applies and the amount involved exceeds \$100,000, add fees equal to 1% of the amount in excess of \$100,000.

Lorsqu'il y a eu désistement ou un règlement amiable avant le jugement ou que la règle 26.05(10) ou 62.15.1(9) s'applique, et que le montant clé dépasse les 100 000 \$, ajouter des honoraires équivalant à 1 % de l'excédent.

When Rule 49.09(2) applies and the amount involved exceeds \$100,000, and fees equal to 3% of the amount in excess of \$100,000.

Lorsque la règle 49.09(2) s'applique et que le montant clé dépasse les 100 000 \$, ajouter des honoraires équivalant à 3 % de l'excédent.

87-111; 94-66; 2006-46

87-111; 94-66; 2006-46

TARIFF “D”

**TARIFF OF DISBURSEMENTS ALLOWABLE TO
A PARTY ENTITLED TO COSTS**

1. Witnesses

Attendance money payable to witnesses, excluding parties to the action, unless the party is required to attend under Rule 55.05:

- (1) Each day of necessary attendance, \$50.
- (2)(a) where a witness resides in the Province of New Brunswick but outside the municipality where the trial is held, 40 cents per kilometer between his residence and the place of trial and return,
 - (b) where a witness resides outside the Province of New Brunswick, the minimum return air fare plus 40 cents per kilometer to and from airports, his residence and the place of trial; and
- (3) Where the witness resides elsewhere than the place of trial and is required to remain at the place of trial overnight, \$75 for each overnight stay.

(4) If the assessing officer is satisfied that it is reasonable, the assessing officer may adjust the costs fixed under paragraphs (1), (2) and (3).

2. Disbursements recoverable from opposite party:

- (1) Attendance money paid to witness,
- (2) Reasonable cost of
 - (a) plans
 - (b) models
 - (c) photographs

when necessary to understand the evidence,

- (3) Reasonable cost of
 - (a) medical reports
 - (b) hospital records
 - (c) reports of experts

TARIF « D »

**TARIF DES DEBOURS REMBOURSABLES À LA
PARTIE QUI A DROIT AUX DÉPENS**

1. Témoins

Provision de présence payable aux témoins, à l'exclusion des parties à l'action sauf si leur présence était requise en application de la règle 55.05 :

- (1) Pour chaque jour où leur présence était indispensable, 50 \$
- (2)a) lorsque le témoin réside au Nouveau-Brunswick mais en dehors de la municipalité où a lieu le procès, 0,40 \$ le kilomètre, aller et retour, entre son domicile et le lieu du procès,
 - b) lorsque le témoin ne réside pas au Nouveau-Brunswick, le prix du billet d'avion le moins cher, plus 0,40 \$ le kilomètre, aller et retour, entre les aéroports et sa résidence et le lieu du procès et
- (3) Lorsque le témoin ne réside pas à l'endroit où a lieu le procès et qu'il est tenu d'y coucher, 75 \$ la nuit.

(4) S'il constate que le rajustement s'avère raisonnable, le fonctionnaire chargé du calcul peut rajuster les montants fixés aux paragraphes (1), (2) et (3).

2. Débours recouvrables de la partie adverse :

- (1) Provision de présence payée aux témoins,
- (2) Coût raisonnable des
 - a) plans
 - b) modèles
 - c) photographies

nécessaires à la bonne compréhension de la preuve,

- (3) Coût raisonnable des
 - a) rapports médicaux
 - b) archives hospitalières
 - c) rapports d'experts

intended to be used at trial and which, unless the proceeding is disposed of beforehand, were supplied to the other parties at least 10 days before trial,

(4) Reasonable fees paid to an expert witness who gives evidence for each day examined and each additional day authorized by the assessing officer,

(5) Reasonable fees paid to an interpreter for services at trial or on an examination,

(6) In the discretion of the assessing officer, reasonable travelling and accommodation expenses incurred by a party in attending discovery or trial,

(7) Reasonable cost of copies of documents or authorities prepared for the use of the court and supplied to the opposite party,

(8) The cost of certified copies of documents such as judgments, orders, birth, marriage and death certificates, abstracts of title, deeds, mortgages and other registered documents where made exhibits,

(9) The cost of transcripts when required by the court or the rules, or where, in the discretion of the assessing officer, they were reasonably required for the preparation for trial or necessary to the understanding of the evidence,

(10) Reasonable fees paid for necessary personal service of documents,

(11) Fee paid to a clerk,

(12) Fees paid to the Registrar,

(13) Fees paid to a sheriff, and

(14) All other reasonable expenses necessarily incurred.

93-12; 2014-159

destinés au procès et qui ont été fournis aux autres parties au moins 10 jours avant le procès, à moins que l'instance n'ait pris fin dans l'intervalle,

(4) Les honoraires raisonnables payés à un témoin expert pour ses dépositions, par journée d'interrogatoire et pour toute journée additionnelle approuvée par le fonctionnaire chargé du calcul,

(5) Les honoraires raisonnables payés à l'interprète en rémunération de ses services lors du procès ou d'un interrogatoire,

(6) À la discrétion du fonctionnaire chargé du calcul, les frais raisonnables de déplacement et d'hébergement supportés par une partie pour assister à une enquête préalable ou au procès,

(7) Le coût raisonnable de reproduction de documents ou de références effectuée pour l'usage de la cour et de la partie adverse,

(8) Le coût des copies certifiées conformes de documents tels que jugements, ordonnances, certificats de naissance, de mariage ou de décès, résumés de titre, actes scellés, hypothèques et autres documents enregistrés, présentés en preuve,

(9) Le coût des transcriptions qui étaient prescrites par la cour ou par les règles ou qui, de l'avis du fonctionnaire chargé du calcul, étaient une condition raisonnable à la préparation du procès ou nécessaires à la bonne compréhension de la preuve,

(10) Rémunération raisonnable payée pour toute signification personnelle de documents qui était obligatoire,

(11) Droits payés au greffier,

(12) Droits payés au registraire,

(13) Droits payés au shérif, et

(14) Tous les autres frais indispensables et raisonnables.

93-12, 2014-159